

BREVES  
PARLEMENTAIRES

## CONSÉQUENCES DU REMANIEMENT

En perspective des élections européennes de mai 2019 et municipales de mars 2020, plusieurs membres du Gouvernement ont quitté leurs fonctions à la fin du mois de mars.

**Benjamin GRIVEAUX** et **Mounir MAHJoubi**, tous deux **candidats à la Mairie de Paris**, retrouvent leurs postes de députés de Paris. **Elisa FAJGELES** et **Delphine O** vont retrouver leurs fonctions de suppléantes de ces derniers.



**Amélie de MONTCHALIN** quitte sa fonction de députée de l'Essonne après avoir été nommée **Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes**, en remplacement de **Nathalie LOISEAU**, désormais tête de liste REM aux européennes. Sa suppléante, **Stéphanie ATGER**, devrait ainsi rentrer à l'Assemblée nationale.

Enfin, **Sibeth NDIAYE**, ancienne conseillère presse à l'Elysée, est nommée au poste de **porte-parole du Gouvernement**. Quant à **Cédric O**, conseiller du chef de l'Etat pour le numérique et ex-trésorier de sa campagne présidentielle, il est **secrétaire d'Etat au Numérique**.

## PJ RETRAITE – ORGANISATION DE LA MAJORITÉ

Emmanuel MACRON, lors de la campagne présidentielle, avait fixé **deux règles concernant la réforme des retraites** : dans le futur, un **euro cotisé ouvrirait les mêmes droits pour tous** ; et **l'âge de départ à la retraite (62 ans) ne serait pas relevé**.

Plusieurs ministres ont multiplié les déclarations laissant entendre qu'un **allongement de la durée du travail** pourrait répondre aux besoins de financement de la réforme de la dépendance.

Plusieurs députés de la majorité sont désignés « **ambassadeurs retraite** » :

- **Eric GIRARDIN** (REM ETR Marne) : Ambassadeur de la réforme des retraites en Marne ;
- **Carole GRANDJEAN** (REM AS Meurthe-et-Moselle) : Ambassadrice de la réforme des retraites en Meurthe-et-Moselle ;
- **Brahim HAMMOUCHE** (MDM AS Moselle) : Ambassadeur de la réforme des retraites en Moselle ;
- **Fadila KHATTABI** (REM AS Côte-d'Or) : Ambassadrice de la réforme des retraites en Côte-d'Or ;
- **Anissa KHEDER** (REM DEF Rhône) : Ambassadrice de la réforme des retraites en Rhône ;
- **Rodrigue KOKOUENDO** (REM ETR Seine-et-Marne) : Ambassadeur de la réforme des retraites en Seine-et-Marne ;
- **Monique LIMON** (REM AS Isère) : Ambassadrice de la réforme des retraites en Isère ;
- **Thierry MICHELS** (REM AS Bas-Rhin) : Ambassadeur de la réforme des retraites en Moselle ;
- **Laurent PIETRASZWSKI** (REM AS Nord) : Ambassadeur de la réforme des retraites dans le Nord ;
- **Xavier ROSEREN** (REM FIN Haute-Savoie) : Ambassadeur de la réforme des retraites en Haute-Savoie.

## PJ PACTE – DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI RÉFÉRENDAIRE POUR S'OPPOSER À LA PRIVATISATION DE GROUPE ADP

Pour la première fois, le seuil des 185 parlementaires nécessaire pour déclencher le processus conduisant à l'organisation d'un référendum d'initiative partagée (RIP) a été atteint. Les signataires de l'opposition de sont mis d'accord pour déposer une proposition de loi référendaire « **visant à affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aéroports de Paris** ».

Ce texte a pour l'instant été signé à l'Assemblée par des membres des groupes **Socialistes et apparentés, Les Républicains, Gauche démocrate et républicaine, Libertés et Territoires, La France Insoumise** et des non inscrits.

Au Sénat, les groupes **SOC, LR, CRCE, RDSE** et **UC** ont également signé la proposition de loi référendaire.

Outre le rassemblement des 185 parlementaires, la suite du processus est le suivant :

- le Conseil constitutionnel, **saisi le 10 avril 2019**, vérifie la conformité de la proposition aux règles d'organisation d'un référendum (A noter : la proposition de loi ne doit pas avoir pour objet l'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an)
- la **proposition de loi doit ensuite être signée par 10% du corps électoral** (soit 4,5 millions de citoyens). Le recueil des soutiens est réalisé pendant neuf mois par le Ministère de l'intérieur via le site [referendum.interieur.gouv.fr](http://referendum.interieur.gouv.fr) ou via des points d'accès situés "au moins dans la commune la plus peuplée de chaque canton ou au niveau d'une circonscription équivalente et dans les consulats"

Si le **Parlement** n'a pas examiné de texte sur le même sujet dans un délai de six mois, le président de la République convoque un référendum sur la proposition de loi.

## FOCUS

« Union sacrée » au Parlement sur la  
fermeture de sites industriels

Julien DIVE (LR Aisne), Stéphane DEMILLY (UAI Somme), Stéphane LECLERC (LR Calvados) et Laurence DUMONT (SOC Calvados) ont réuni des parlementaires membres de la majorité et de l'opposition le mardi 12 mars pour une réunion d'union sacrée pour « **sauver les sucreries d'Eppeville et de Cagny** ».

37 Parlementaires ont participé à cette réunion et de nombreux se sont mobilisés sur le terrain lors de manifestations organisées sur les sites ou lors de réunions de travail autour du Ministre de l'Agriculture : **Marc DELATTE** (REM Aisne), **Bertrand BOUYX** (REM Calvados), **Pascal GRUNY** (LR Aisne), **Pascal ALLIZARD** (LR Calvados), **Corinne FERET** (SR Calvados), **Sonia de LA PROVOTE** (UC Calvados).

Préfet du Calvados @Prefet14 - 27 mars  
Le ministre de l'@Agriculture et de l'@Alimentation, @dguillaume26, rencontre les salariés de la sucrerie de #Cagny et les planteurs de #betteraves concernés par la menace de restructuration de l'usine décidée par #Südzucker le 14 février dernier.



## Agenda

**Le Groupe Territoires organisé par SEANCE PUBLIQUE reçoit Eric VERLHAC, Directeur général de l'Association des Maires de France (AMF), le vendredi 17 mai 2019 à partir de 8h30**



- Créée en 1907, reconnue d'utilité publique dès 1933, l'**AMF** soutient les maires et les présidents d'intercommunalité, dans le respect des valeurs portées par l'association : **défense des libertés locales, appui concret et permanent aux élus dans la gestion au quotidien, partenariat avec l'Etat pour préserver les intérêts des collectivités et de leurs groupements**. Elle regroupe près de 35 000 maires et présidents d'EPICL.

- **Eric VERLHAC** a occupé plusieurs postes dans les collectivités territoriales, les services de l'Etat, ainsi que dans le secteur du logement social. Depuis mai 2007 et jusqu'à sa nomination comme directeur général de l'AMF en 2017, Eric VERLHAC était Inspecteur général de l'administration du développement durable au ministère de la Transition énergétique et solidaire et au ministère de la Cohésion des territoires.

Le grand  
débat nationalFOCUS  
Grand Débat National

## Le #Off du grand débat : une opportunité pour porter des propositions

Contributions en ligne, réunions d'initiative locales, conférences nationales thématiques, conférences citoyennes régionales... Les modalités de concertation du grand débat national ont été nombreuses. En parallèle de ces actions, de nombreuses organisations professionnelles ont profité de ces trois mois pour mettre en place une démarche de concertation interne ou pas et affiner leurs propositions.

La mise en place d'un blog participatif a permis à l'ordre des architectes de recueillir **plus de 1 500 propositions** toutes disponibles sur le site [Grand-debat.archi](http://Grand-debat.archi) et de formuler un cahier de propositions remis à la Mission du Grand Débat. De même, l'Ordre national des pharmaciens a organisé une consultation de ses professionnels via un questionnaire en ligne et a recueilli **2 076 contributions** de pharmaciens, tous métiers confondus.

Au niveau du mouvement des entreprises, 133 débats ont été organisés sur tout le territoire par les MEDEF Territoriaux et des **centaines de propositions** portant sur la fiscalité, le pouvoir d'achat, l'organisation/l'efficacité des services publics et la transition écologique ont été recensées.

Les associations se sont également mobilisées. Ainsi, 85 réunions d'initiatives locales ont été organisées sur le thème du handicap dont 20 réunions à l'initiative du réseau de l'Union nationale des associations de parents (UNAPEI), de personnes handicapées mentales et autres associations permettant d'alimenter la plateforme [Nos combats & propositions](http://Nos combats & propositions)

## LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES : LE BLOG SÉANCE PUBLIQUE

Afin de suivre les propositions des candidats à l'élection européenne, le 26 mai, **SEANCE PUBLIQUE propose un site internet dédié**.

Règles de l'élection, dossiers de campagne, listes des candidats et portraits, mais aussi programmes classés par thèmes : le site livre les informations essentielles pour suivre les élections européennes et permet d'y effectuer des recherches personnalisées d'articles par sujets, enjeux, candidats, etc.

## LES « 48 HEURES CHRONO DU LOBBYING »

L'ASSEMBLÉE NATIONALE ORGANISE UN COLLOQUE SUR LE LOBBYING

Le député et vice-président de l'Assemblée **Sylvain WASERMAN** (MDM ETR Bas-Rhin), également Président de la délégation chargée des représentants d'intérêts et des groupes d'études, organise un **colloque de deux jours à l'Assemblée nationale les 15 et 16 mai prochains, sur la question du lobbying** : les « 48 heures chrono du lobbying ».

Y participeront le Président de l'Assemblée, **Richard FERRAND**, le Président de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie publique (HATVP), **Jean-Louis NADAL**, et la Déontologue de l'Assemblée nationale, **Agnès ROBLOT-TROIZIER**.

Cette initiative s'inscrit dans le calendrier suivant :

- Une **réforme du règlement de l'Assemblée nationale** doit intervenir fin mai - début juin (au bureau), qui concernera notamment la déontologie des députés ;
- Une **modification du code de conduite des représentants d'intérêts** est prévu soit début d'été, soit à la rentrée ;
- Un **retour d'expérience sur la loi Sapin** est en cours, la délégation travaille notamment avec la HATVP ;
- Sylvain WASERMAN souhaite dans ce cadre faire **émerger des idées, des propositions, législatives ou non** ; l'objectif du colloque est de nourrir son rapport et ses propositions au bureau de l'Assemblée.

## COMITÉS STRATÉGIQUES DE FILIÈRE : LE POINT SUR LES CONTRATS STRATÉGIQUES SIGNÉS

Le 5 mars 2019 s'est tenue, à l'occasion du salon Global Industrie à Lyon, une réunion du comité exécutif du Conseil National de l'Industrie autour de Bruno LE MAIRE et d'Agnès PANNIER RUNACHER. Le CNI présidé par le Premier-Ministre et dont Philippe VARIN assure la vice-présidence compte aujourd'hui 18 filières labellisées et 13 contrats de filière signés dont les plus récents :

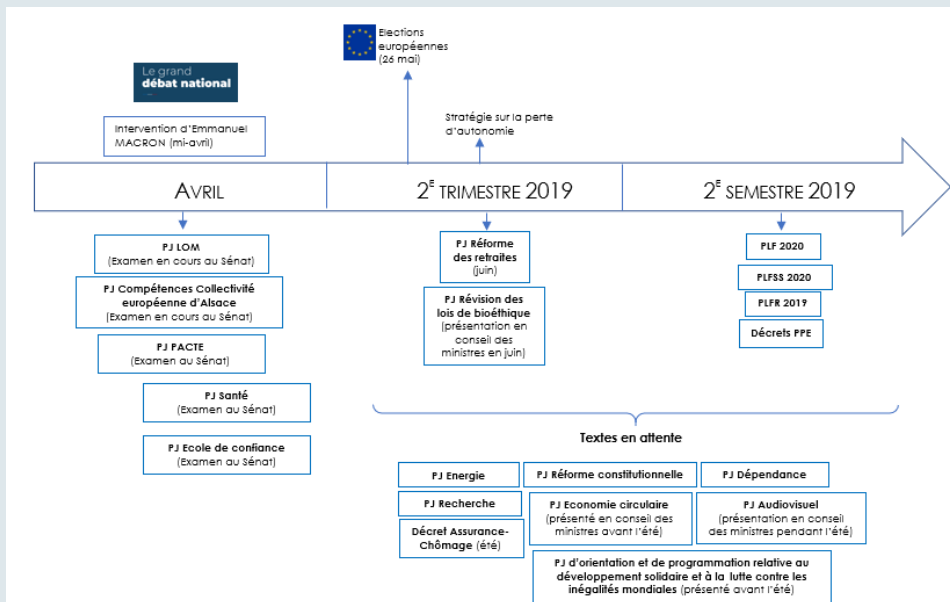
- 15-02-2019 - Signature du contrat de filière Industries pour la construction 2018-2022
- 20-03-2019 - Signature du contrat du comité stratégique de filière de l'industrie électronique et présentation du plan Nano 2022
- 09-04-2019 - Signature du contrat stratégique de la filière ferroviaire

Cette rencontre à Lyon a permis d'installer la dynamique de **Territoire d'Industrie**. Sur les 124 territoires d'industrie identifiés, ce sont près de 1000 actions qui devraient être contractualisées entre les intercommunalités, les opérateurs publics, l'Etat, les Conseils régionaux et les acteurs industriels du territoire. Les signatures de premiers contrats de territoires pilotes sont intervenues pendant la Semaine de l'industrie du 18 au 22 mars.

Deux nouveaux projets ont été lancés :

- Engagement dans la transition écologique à travers la mise en place de deux groupes de travail sur la réduction de l'empreinte carbone de l'activité industrielle et le développement de solutions en faveur d'une économie plus circulaire.
- Place des femmes dans l'industrie : mise en place d'un Conseil de l'égalité femmes-hommes dans l'industrie.

## TIMELINE DU DÉBAT PUBLIC : DE NOMBREUX PROJETS EN ATTENTE DES ANNONCES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUITE AU GRAND DÉBAT NATIONAL



Dans une logique de transparence et de partage des ressources avec les citoyens, l'Assemblée nationale a organisé, le 23 mars, un **hackathon portant sur des outils de traitement des contributions au Grand débat national**.

A l'issue d'une journée de travail collectif réalisé par plusieurs équipes, sept projets, sur les quinze présentés, ont été sélectionnés et ont apportés **des outils opérationnels pour que les parlementaires et les citoyens puissent avoir des premières analyses** en étant clairs sur les biais et les partis pris éventuels des méthodes utilisées.

### VALEUR MONTANTE

**Anthony CELLIER** (REM ECO Gard)



Le député a interrogé le Gouvernement le 30 février 2019 sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Il souligne que la PPE est un décret et non une loi programmatique et rappelle qu'une loi sur l'énergie sera discutée en 2019. Ainsi, **Anthony CELLIER** a souhaité questionner le Ministre d'Etat, Ministre de la Transition écologique et solidaire, François de RUGY, sur le calendrier et sur les grandes orientations de ces textes.

### PERSONNALITE A SUIVRE

**Elsa FAUCILLON** (GDR AC Hauts-de-Seine)



**Elsa FAUCILLON** est l'auteure et rapporteure d'une PPL en faveur de la transparence dans l'utilisation de l'épargne populaire en matière énergétique. Cette PPL, déposée le 23 janvier 2019, a été adoptée le 7 mars dernier par l'Assemblée nationale et doit désormais être discutée au Sénat, en commission des Finances puis en séance publique.

### PERSONNALITE A SUIVRE

**Bruno RETAILLEAU** (LR AC Vendée)



**Bruno RETAILLEAU** publie son premier livre *Refondation*, dans lequel il prône une refondation libérale conservatrice dans la lignée de François FILLON. Fort de sa double casquette de président des sénateurs LR et de leader de Force républicaine, le microparti qu'il a hérité de François FILLON en 2017, Bruno RETAILLEAU structure son réseau, se pose en rassembleur et se positionne sur le terrain des idées.

### PERSONNALITE A SUIVRE

**Stéphane PIEDNOIR** (LR AC Maine-et-Loire)



**Stéphane PIEDNOIR**, également membre de l'OPECST et engagé dans l'examen du PJ LOM, a été nommé membre du conseil d'administration de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN).

### PERSONNALITE A SUIVRE

**Jean-Luc MOULLET**



**Jean-Luc MOULLET** a été nommé Directeur général délégué à l'innovation du CNRS. Il était jusqu'ici directeur du programme « Industrie » au secrétariat général pour l'investissement, rattaché au Premier Ministre. Il succèdera à Michel MORTIER, qui assure la péroration de la Fondation du CNRS et devrait en prendre la direction.

## Déclaration HATVP : bilan du reporting publié en mars 2019

REPRÉSENTANTS D'INTÉRÊTS INSCRITS SUR LE RÉPERTOIRE

1854

REPRÉSENTANTS D'INTÉRÊTS AYANT DÉCLARÉ DES ACTIVITÉS

1428

ACTIVITÉS DÉCLARÉES PAR LES REPRÉSENTANTS D'INTÉRÊTS

13496

Tous les représentants d'intérêt dont les comptes sont clôturés au 31 décembre devaient déclarer leurs activités et leurs dépenses de représentation d'intérêts au plus tard le 31 mars 2019. Suite à cette date butoir, une liste de 93 représentants d'intérêts n'ayant pas communiqué tout ou partie des informations exigibles par la Loi a été mise à jour par la HATVP.